pas aussi dire à l'URSS: afin de prouver par des gestes ce que vous dites, vous devriez appliquer les principes que vous avez acceptés dans le 3^e alinéa de la Charte de l'Atlantique. Vous devriez reconnaître aux populations sous votre domination le droit à l'autodétermination.

M. Krouchtchev a enfermé dans un dilemme la domination communiste. Si, dans l'application des principes qu'il professe, il accorde un peu de liberté aux populations actuellement sous le joug, celles-ci vont en demander davantage et la domination communiste sera menacée. Si, par contre, il refuse une plus grande liberté à ces populations sous le joug, les ressentiments amers aboutiront à des manifestations de violence comme celles qui ont éclaté ces derniers mois.

C'est pourquoi je dis que, si M. Krouchtchev est sincère, ne devrait-il pas,—et M. Boulganine avec lui,—accorder aux prisonniers des camps d'esclavage, à toutes les victimes des déportations massives, cette liberté que Messieurs Krouchtchev, Chepilov et Boulganine professent en termes si éloquents. Je ne crois pas à la sincérité des chefs du Kremlin quand ils se contentent de dénoncer Staline en acceptant les avantages de ses pratiques tyranniques. Ils répudient ce qu'il a fait, mais ils conservent ce qu'il a illégalement acquis. Répudier le mal, les infractions du voleur et du pillard, tout en conservant le butin provenant de ces infractions, n'indique pas une conviction profonde, le repentir de la faute et le désir de faire mieux.

J'aurais voulu que le ministre nous parle aussi de l'avis qu'adoptent les États-Unis, en particulier (la Grande-Bretagne également), savoir qu'une aide économique plus grande aux pays peu évolués fait partie de moyens de défense plus étendus. Le président des États-Unis a dit que tout dollar ainsi dépensé, s'il est dépensé de façon intelligente, vaut à la longue chaque billet de \$5 consacré aux programmes de défense à frais partagés, parce que, en définitive, ce dollar servira à quelque chose de pratique. Qu'a-t-on fait en vue d'une nouvelle étude de la question du montant à dépenser pour les chars de combat, les canons et les navires de guerre et les sommes qu'il faudrait mettre à la disposition des pays peu évolués?

Je ne parle pas de promesses en l'air, ni d'une aide économique qu'on promet d'accorder, pourvu que le pays destinataire se montre docile. L'une des raisons de la situation présente dans le canal de Suez vient de ce que les États-Unis, craignant apparemment que l'URSS n'accorde une aide plus forte à l'Égypte, ont promis d'accorder une

[M. Diefenbaker.]

certaine assistance à ce pays. La Grande-Bretagne a appuyé cette promesse dans une certaine mesure. Mais, pour des raisons fournies il y a quelque deux semaines, cette promesse n'a pas été tenue. C'est alors qu'on a bien vu la politique de chantage de l'URSS, puisqu'elle a renié les promesses qui étaient dans une large mesure au fond de l'aide que les États-Unis avaient promis d'accorder. Je ne parle pas de l'aide fondée sur la nécessité pour le bénéficiaire d'adhérer aux principes politiques du monde libre, mais de l'aide accordée sans condition en vue de relever le niveau de vie.

Je demanderais au ministre de dire, s'il le veut bien dans sa réponse, si la Grande-Bretagne, les États-Unis, la France et les autres nations ont unifié leur politique à cet égard, car l'URSS déploie certainement des efforts dans le monde, surtout dans les pays peu évolués et, en faisant des promesses d'aide économique, elle demande à ces pays d'échanger leur liberté pendant une génération pour la sécurité de l'heure.

Ce sont là quelques questions seulement que j'ai pensé soumettre au comité. J'estime que la position du Canada dans le monde d'aujourd'hui pourrait dépasser de beaucoup sa puissance économique et sa population. Il y a eu des conférences sur le désarmement, bien qu'elles soient ajournées apparemment jusqu'après les élections américaines. A mes yeux, la paix et ses réalisations ne devraient pas dépendre des élections dans une des nations libres ni être différées à cause de ces élections. Quoi qu'il en soit, les hommes libres ne doivent pas se lasser. Nous devons tous nous efforcer de faire notre part pour en arriver à un climat de paix, maintenir notre force et pratiquer les principes pour lesquels nous tenons. Nous devons mettre la démocratie en œuvre dans notre propre milieu et sur les marchés de la concurrence mondiale, la concurrence de la co-existence, être capables de démontrer que notre produit est meilleur que les leurs. C'est là notre responsabilité, en définitive. Plus immédiatement, il s'agit de sauvegarder la paix en maintenant nos défenses, en nous rendant compte de la signification de la liberté et, en même temps, en faisant notre part pour nous assurer que les nations situées au delà du rideau de fer, qui aiment la paix comme nous l'aimons, n'ont pas été ni ne seront oubliées.

M. Stewart (Winnipeg-Nord): Il est bien manifeste, monsieur le président, que ce qui préoccupe surtout les membres du Parlement et, sans doute, la grande majorité de la population, c'est de savoir quel est le but de l'URSS, quelle est la portée des changements qui viennent de s'y produire. Je pense que les changements en question marquent une certaine détente que, pour ma part j'accueille